

« Quelle politique énergétique pour la France libre ? » Thonon 01/02/2025

44 min · Les Patriotes

Eh bien merci à Patrick Garanty, votre référent, notre référent Patrick pour la Haute Savoie, pour cette présentation très complète et pour l'animation de ce département. Je sais qu'il est avec ses équipes par ailleurs et d'autres référents et d'autres équipes, d'autres départements et même d'autres pays avec la Suisse. Voilà, bravo ! Je salue d'ailleurs les personnes présentes dans l'autre salle, puisque on a été victime de notre succès. On préfère dans ce sens -là, vous me direz. Et donc on a dû s'adapter et c'est très bien, on est très nombreux. Et là on va tout de suite commencer par cette... On va commencer cette table ronde sur les questions de l'énergie. Quelle sera la politique énergétique de la France Libre ? Puisque vous le savez dans la foulée des Assises de la Soeuraine Bédara, ce sont septembre dernier, pour ceux qui y étaient, je sais qu'il y en a dans la salle, on avait lancé cette idée que nous allions préciser, approfondir le projet, souverainisme le projet des Palfugottes. Et on a déjà fait pas mal d'universités sur les questions de politique étrangère et de défense, les questions de l'euro, les questions de la politique agricole et alimentaire, maintenant de la politique énergétique et d'autres viendront. Et vous avez, vous, à votre disposition, comme à chaque fois, et comme c'était déjà le cas à ras, des cahiers de projets sur le thème de l'énergie que vous pouvez remplir. Je crois qu'ils seront... Enfin, je crois qu'il est déjà dans la salle à côté, j'imagine. Vous le trouverez facilement, les cahiers de projets sur les questions énergétiques. Et vous pouvez le remplir, on en prend tout. Et ça enrichit énormément les réflexions du mouvement et les propositions concrètes. Alors, sans plus tarder, et ensuite, je prendrai la parole pour une intervention plus politique de rentrée, je présente nos intervenants. Donc, à ma gauche, Jacques -Éric Chevalier. Merci, Jacques -Éric. Il dira bien sûr un mot s'il le souhaite pour se présenter plus que je ne le ferai, et c'est un patriote qui connaît très bien le monde de l'entreprise, qui est issu du ligné d'ingénieurs de haut niveau, qui connaît bien les problématiques notamment de DF, et spécialiste, on peut le dire, des questions énergétiques, et qui va nous en parler avec toute la connaissance qu'il a du sujet. Et à ma droite, Joffrey Bollet. Merci, Joffrey. Qui est patriote, membre de notre équipe nationale et notre comité exécutif par ailleurs, et qui connaît très bien les questions énergétiques, mais qui aura en plus ici un prisme sur les questions européennes, parce qu'on ne peut pas dissocier, vous l'aurez vite compris, comme sur beaucoup de sujets d'ailleurs, mais là particulièrement, on ne peut pas dissocier la question de l'Union européenne, la question de la souveraineté et la question de l'énergie. Alors, on parle beaucoup justement de ce marché européen de l'électricité, beaucoup on parle, beaucoup on a appris l'existence peut-être aussi ces derniers mois, et tant mieux, moi j'en parlais en 2018, est-ce que c'est une question centrale ? Alors, avant de passer la parole à Jacques -Éric, je vais me tourner vers Joffrey, qu'est-ce que c'est que ce marché européen dont on parle si souvent, et en quoi il pose problème ?

Oui, merci Florian. Effectivement, le marché européen d'existence, on en entend beaucoup parler, mais on ne sait pas forcément exactement ce que c'est. Alors c'est assez simple sur le papier, c'est tout simplement le marché européen appliqué au secteur de l'électricité. C'est quelque chose qui est arrivé progressivement, il y a eu en fait une vague de libéralisation du secteur de l'énergie à la fin des années 90, et au début des années 2000, donc vous avez eu une succession de directives qui ont libéralisé le secteur, et qui ont abouti à la mise en place de ce marché européen de l'électricité, qui aujourd'hui, par ces règles diverses, déterminent en gros le prix de l'électricité, à la fois le prix auquel on a acheté les fournisseurs, et donc en conséquence le prix auquel vous allez le payer. On en a beaucoup parlé, puisque en 2022, il y a deux ans, dans la crise de l'énergie avec la guerre en

Ukraine, tout d'un coup, le tarif de l'électricité plutôt a explosé. Alors justement, le coût des productions électriques lui-même, par contre pour tous les acteurs, a explosé, et on est arrivé à une situation où tout d'un coup, le prix du megawatt est monté à 1000 euros, 1000 euros le megawatt heure, au plus fort de la crise, alors qu'un antalk avant, il était de 85 euros. Un système qui permet une telle volatilité des prix est un système qui a un énorme problème. Donc il y a eu beaucoup de débats à l'époque pour exiger une réforme du marché européen de l'électricité, et en particulier une réforme du mode de calcul du prix de l'électricité, qui, à l'époque, et c'est toujours le cas aujourd'hui, spoiler, alerte, il n'y a pas eu de réforme structurelle de ce marché, fait que le tarif de l'électricité est déterminé à partir de l'entrée de la dernière unité de production sur le marché, à savoir les usines à gaz. Or, le gaz, au moment de la crise de 2022, c'est précisément ce qui s'était envolé. Pourquoi c'est complètement stupide ? Parce que ceci est sans rapport avec le coût réel de production, en tout cas pour la France, lié à son mix énergétique. La France a en gros 65 % de son électricité qui est produite à partir du nucléaire. Le reste, c'est du renouvelable, notamment hydraulique, c'est du renouvelable contrôlé. Et puis le gaz et les énergies positives, c'est tout à fait marginal, c'est moins de 5%. Donc la France s'est retrouvée à devoir payer son électricité au prix du gaz, alors que le gaz compte pour quasiment rien dans son mix énergétique. C'est totalement absurde. Et donc ils nous ont promis une réforme de ce système et ils se sont félicités d'une réforme du marché urbain extrait qui évidemment a accouché d'une souris. Il n'y a jamais rien eu, on n'a pas touché au bas de calcul de prix. En lieu écoise, ce qu'ils ont appelé réforme, par exemple, c'est la création de contrats CFD. C'est un acronyme anglais pour contract for a difference. En fait, en quoi ça consiste ce système ? C'est ça qu'ils ont appelé une réforme. Eh bien, puisque effectivement, le système de calcul des prix est délirant et extrêmement volatile du fait des cours des matières premières, ils ont décidé de faire des contrats entre les fournisseurs et l'État. Entre les deux, ils vont déterminer un prix. Donc le contrat, ça dépend, c'est peut-être 80 euros pour le MW. Et si les cours du gaz, les cours de l'électricité sont plus élevés, eh bien, le fournisseur s'engage à reverser une partie de ses bénéfices à l'État. Et si, à l'inverse, les coûts du gaz et de l'électricité baissent, à ce moment-là, c'est l'État qui doit compenser la perte et le bénéfice non réalisé par le fournisseur. Pourquoi c'est absurde quand vous réfléchissez bien ? L'État, c'est qui ? L'État, c'est vous ? Autrement dit, quand le coût d'électricité augmente, vous payez sur votre facture, il n'y a pas de souci. Après quoi, le fournisseur reverse une partie des bénéfices à l'État, mais l'État, il ne va pas vous reverser à vous. Au mieux, il mettra l'argent dans la poche de Zelensky, au mieux, mais il ne mettra certainement pas l'argent dans votre poche. Et quand ça baisse, qu'est-ce qui se passe, c'est ce que je vous ai dit, eh bien, quand les prix baissent, votre facture va légèrement baisser, mais cette fois, c'est vous, en tant que contribuable, qui allez payer pour compenser la perte. Donc dans un système pareil, vous, soit en votre qualité de consommateur, soit en votre qualité de contribuable, vous serez perdant. Et là, vous avez l'exemple type d'un système, c'est la réforme de ce système, d'un système où il y a toujours un grand oublié, c'est le consommateur, parce que normalement, lorsqu'on a une politique énergétique digne de ce nom, il doit faire l'État. Il doit s'assurer d'une part que le pays dispose de physiquement de moyens pour produire ses besoins énergétiques, produire son électricité, s'assurer du bon approvisionnement des matières premières qu'il ne possède pas sur son sol, et d'autre part, s'assurer que ce système soit au coût le plus faible à la fois pour ses citoyens, qui est son pouvoir d'achat, et pour ses entreprises, pour la compétitivité générale du pays. Avec le marché européen de l'électricité, nous sommes dans une situation où nous n'y avons ni l'un ni l'autre, les factures explosent pour les citoyens et la compétitivité générale de notre économie est

effondrée. Je crois que c'est très clair. Merci, Bélofré. Est-ce que, cher Jacques-Éric, un mot sur ce marché, est-ce qu'on peut en sortir ? Et si on en sort, est-ce qu'on pourra produire une électricité beaucoup moins chère pour nous, Français, ménages ou entreprises ?

Alors la réponse est bien sûr oui, totalement oui, parce que chaque pays européen a la liberté de son

choix, de son mixte énergétique. Ça veut dire que si nous pouvons sortir immédiatement de ce marché, à condition d'avoir la volonté politique, et à ce moment -là on revient à avoir. Oh, celui -là, je ne sais pas si je l'ai pas entendu. Oui, on revient donc initialement, dans les années 90 -2000, à avoir une structure EDF avec ses deux réseaux, réseaux de tension et basse tension au transport et fourniture de l'électricité par une édicte. Relative simple, c'est -à -dire une marge et puis un prix d'électricité beaucoup plus bas parce que le prix d'électricité, prix de revient, n'a pas varié depuis trente ans. Or, qu'est -ce qu'on constate depuis 2010 ? C'est une troisième paquet législatif de cette directive européenne. Elle a contraint les réseaux EDF et les réseaux RTE. pardon, des M10, de prioriser et de rendre accessible en priorité les énergies intermittentes, à savoir le solaire et le poteau voltaïque. Et donc on est passé de 4 à 13%, oui mais ces 13 % se traduit comment ? Se traduit par la construction de 21 000 éoliennes. Et les éoliens, les éoliens, le site, chaque site qui est composé de 5 mètres, nécessitent 350 accordements. Or, un site nucléaire, c'est un seul accordement. Et donc là ça fait exploser les prix parce que EDF a été obligé de mettre en place des éléments de stabilisation, des régulateurs, un matériel fou et des câbles énergétiques qui sont hors de prix. Aujourd'hui on a dépensé 145 milliards pour prioriser uniquement les énergies intermittentes, pour passer de 4 à 13 % en terme du mix électrique, de la production électrique. Mais si on regarde notre mix énergétique, qui est différent du mix électrique, eh bien l'éolien ne représente que 1%. Donc vous voyez, ce 1 % par rapport au prix élevé de l'énergie, c'est absurde. Alors ça c'est très important. La question, je reviens à la question, peut -on sortir ? Oui, le TFUE nous donne le choix de sortir, à condition d'avoir une volonté. Je ne connais plus l'article. Et M. Machinaud, président de EDF Asie Pacifique, qui a construit la première centrale en Chine, nous expliquait, c'est très simple, il a interrogé ses avocats européens et dit, il suffit de faire valoir nos droits. Encore faut -il qu'on ait une volonté politique d'en sortir. Pour l'instant, ce n'est pas le cas. Même le premier ministre, il se tait sur le sujet, parce qu'il sait très bien, oui, il sait très bien qu'il faut une volonté politique pour en sortir. Et si nous en sortons, c'est tout de suite de fois, il est moins cher, parce que là on a rattrapé, en termes de prix, le prix du grand d'Allemagne. Alors après, en termes de marché, je voudrais juste donner une explication, parce que c'est compliqué le marché. Moi j'ai eu des traders, cinq minutes, parce que c'est d'une opacité. Ce qu'il faut comprendre, en dehors du coût, phénoménal, les Allemands, je rappelle, les Allemands ont dépensé 700 milliards et ils sont obligés d'investir encore 450 milliards dans quoi ? Dans des centrales thermiques, pour récréer les pointes, mais non seulement les pointes, c'est que quand vous avez dans le mix électrique, quand vous avez 40 % qui sont produits par des énergies eutermittantes, l'IR, ça ne fonctionne pas. Donc il faut faire l'ajustement. Hier, c'était 5 % l'ajustement, parce qu'il n'y avait que du nucléaire. Aujourd'hui, il faut 40%. Ce volume est considérable. Donc ils sont obligés de faire marcher de niveau les centrales thermiques. Et ça, là, c'est le mériteur d'heure qui fonctionne. Le mériteur d'heure, c'est quoi ? C'est le marché spot, le marché interne des énergies eutermittantes. Parce que l'énergie nucléaire n'est pas sur ce marché, il est sur le marché interne. L'hydraulique et les énergies thermiques, fiou, les gaz, sont sur les deux marchés. Si bien qu'en hiver, l'éolien ne marche pas, l'éolien ne marche pas, et donc on va chercher le gaz. Et comme vous le savez, le gaz coûte très très cher, surtout depuis les sanctions. Et j'en vous pourprime, le Danemark commence à revenir et à négocier directement avec la Russie, parce que le cas du Danemark est très très significatif. Le Danemark avait une société d'État comme nous qui s'appelait Dong. Elle avait tous les trois secteurs, électrique, gaz et pétrole. L'essence et l'électricité ne coûtaient pas très cher. Et puis l'Europe a demandé à faire des énergies intermittentes. Et petit à petit, ils ont vendu tout leur société électrique énergétique. Ils sont passés d'une situation nette exportateur d'énergie à une situation nette d'importation. Et aujourd'hui, le prix de l'essence coûte très cher, le prix de l'électricité coûte très cher. Et ils sont gênés aux entournures en hiver pour écrire les points. Parce que c'est plus 5%, c'est 40%, donc ils sont obligés de construire des centrales de nouveau à gaz et d'aller chercher des gaz pas chers. Parce qu'il est beaucoup trop cher le gaz américain. Et en plus, il est sale. Donc, je ne vais pas aller plus loin dans l'explication

parce que j 'ai eu beaucoup de mal d 'avoir un trader. Et il m 'a donné cinq minutes parce que c 'est une vraie opacité ce marché. Et donc, ce qu 'il faut comprendre, c 'est qu 'on a monté une usine à gaz pour les plus... Bah pour les traders. Et la variante de justement, c 'est le prix du gaz. Et donc, en fait, on a financiarisé un bien commun. Et donc, c 'est une nouvelle féodalité. Et ça, Machenot, le président Machenot, le dit bien. Et il a interrogé ces collègues. Il a dit, moi, je fais de l 'argent très facilement. Et il n 'y a que 50 grands traders, 50 grandes sociétés, pardon, qui font du trading. Et quand vous les interrogez, ils ne vous disent rien. Ils disent, non, non, ce n 'est pas pour vous le marché. Je ne vous expliquerai pas mon métier. Parce qu 'il y a des jeunes brillants qui s 'installent avec 20 000 euros qui vont en Allemagne chercher une éolienne. Et donc, ils disent, mais trouvez le terrain. Dès qu 'ils ont le terrain, ils font beaucoup, beaucoup d 'argent avec ça. Donc ça, c 'est une honte parce que c 'est de l 'argent public. Plus la loi de norme. Alors la loi de norme, c 'est quoi ? On ne va pas en parler parce que c 'est plus l 'application.

Oui, merci Jacques. De toute façon, la loi de norme, c 'est aussi l 'application de taxes européennes. Et tout ça, on voit bien, effectivement, moi je retiens, on dirait deux fois et demi moins cher. Donc on peut payer deux fois et demi moins cher quand même pour les ménages et puis pour les entreprises. Parce que j 'ai cru comprendre qu 'il y avait beaucoup de faillites de délocalisation, etc. Bon, c 'est évidemment beaucoup lié à ça. Et puis, la question européenne, la financiarisation d 'un bien commun, je retiens cette expression. On voit bien l 'intérêt qu 'est -il de l 'Union européenne. C 'est -à -dire qu 'on reprend la main sur ce qui doit rester et redevenir un bien commun. Et qu 'est -ce qu 'il y a de plus que le bien commun, que l 'énergie. Enfin l 'énergie, comme dit Charles Le Garde, c 'est l 'économie en mouvement, dit -il. Il a raison.

Donc, c

'était extrêmement clair. Merci parce que c 'est un sujet fabuleux. Mais il y a quand même un effort de vous deux d 'ailleurs de pédagogie pour que ça reste plus simple. Et il y a un autre sujet, d 'ailleurs la région le connaît bien, cher Geoffrey, c 'est la question des barrages y -trois électriques. Parce que là, c 'est incroyable. Il me semble que l 'Union européenne nous menace, si on investit dans ces barrages, de... les privatis... Oui, est -ce que c 'est possible de sortir ce scénario effroyable

? Oui, parce que l 'Union européenne, là encore, exerce une porte de prédation. Par rapport à ce que vous venez de dire tous les deux, on voit que le vrai choc de sanctification, c 'est le friccite. Parce que, honnêtement, si la personne ne comprend rien, il existe un marché de pouvoir, un marché de brode, on la laissait la place à la spéculation, etc. Avant, c 'était très simple. Avant que l 'Europe ne s 'occupe de notre politique énergétique, on avait un monopole public et des prix réglementés de l 'électricité. Et c 'est simple. Un acteur, le prix qui est déterminé en fonction d 'intérêt général, le choc de simplification, c 'est le friccite. Laisser la main à l 'Europe, c 'est assurément complexifier les choses, et il se trouve en plus, complexifier les choses... Ah oui, choc de simplification. Et complexifier les choses, toujours, toujours, toujours, la remarquabilité, c 'est une constante des politiques de l 'Union européenne, dans le sens des intérêts contraires à ceux de la France. C 'est systématiquement, on dirait que les règles sont pensées pour nuire notre pays. Regardons, là, on a venu d 'exemple aussi des prix régulés dans le nucléaire, et après, je vais mettre la question de barrage. La règle, c 'est quoi ? L 'accès régulé à l 'énergie nucléaire historique. C 'est EDF qui est obligé de concéder 25 % de sa production d 'électricité nucléaire à ses concurrents, à un tarif ultra -préférentiel, pardon, pas à ses concurrents, à des fournisseurs, à des fournisseurs à un tarif ultra -préférentiel pour que ceux -ci puissent exister et faire des bénéfices à sa place. C 'est hallucinant. Et c 'est pour ça que vous avez maintenant plein de fournisseurs, que vous -même, vous n 'y comprenez rien ensuite, parce que Enedis en est un, mais il y en a d 'autres avec des contrats divers et variés, etc. Tout ceci existe pour faire exister artificiellement une concurrence qui n 'a pas lieu d

'être. Et donc, on en vient à la question du débarrage, parce que c'est aussi une affaire de libre concurrence et donc d'idéologie européenne. L'Union européenne, depuis 2015, a mis en demeure la France, et l'a refait ensuite en 2019, et le conflit juridique est toujours en cours, de mettre en concurrence les concessions de ces barrages. En espèce, les concessions des grosses installations, celles qui produisent plus de 4,5... Je n'ai plus l'unité exacte de production, mais il faut considérer que ça représente au moins 400 barrages en France qui rentrent dans cette détermination. Et donc, elle exige un peu ce qui a été fait avec les autoroutes ou dans le rail, mais là, c'est le système des concessions, c'est-à-dire que EDF doit céder, les concessions doivent être mises en concurrence, et EDF est appelé à céder la gestion des barrages qu'elle occupe actuellement. Pourquoi c'est ultra vicieux ? Qu'est-ce qui s'était passé dans le rail lorsque l'on a ouvert à la concurrence ? On a vu que la concurrence était installée uniquement sur les lignes les plus rentables. Et du coup... ou pour supporter cette perte de chiffre d'affaires, cette perte de bénéfices que c'est sur les lignes les plus rentables, l'ASNCF a été amené à fermer les petites lignes et petit à petit, en même temps qu'on ouvrait les rails à la concurrence, on a fermé des dessertes et des lignes les moins rentables dans le pays. Dans les barrages, ce sera la même chose. Pourquoi est-ce que EDF s'oppose à ouvrir à la concurrence la concession de ces barrages et la France, qui soutient la romanisation d'EDF ? C'est parce que cette concurrence se ferait sur les barrages les plus rentables. Or, quasiment 90 % du bénéfice EDF sur les barrages se fait sur 8 installations. Donc ça veut dire que si EDF perd la main sur l'exploitation de une partie de ces 8 barrages, elle va être progressivement contrainte de fermer les plus petites installations, qui sont importantes pour nous, qui génèrent des emplois et qui participent évidemment à la production d'une énergie zéro carbone, en fait très bas carbone, pour la France. Et donc cette ouverture à la concurrence exigée par l'Union européenne a ouvert un conflit juridique qui n'est pas terminé et qui pourrait dans les années à venir être tranché par la Cour de justice de l'Union européenne. Et la France pourrait être condamnée à des amendes, à des astreintes, tenez-vous bien, de plus de 700 000 euros par jour, par jour d'astreinte, jusqu'à ce qu'elle procède à l'ouverture à la concurrence, ces concessions de barrages. Donc sur ce sujet, c'est toujours en cours, le bras de fer a toujours lieu, en attendant, en attendant, les investissements qui doivent être faits sont retardés, donc il y a à la fois une mise en péril en termes de sécurité. Je pense qu'on a des ingénieurs qui sont très responsables, mais détenant, ça met en danger la sécurité d'installation. Et surtout, on ne fait pas les investissements qui peuvent pour que ces installations soient tellement efficaces en termes de rendement, tout simplement, on ne remplace pas certaines pièces, une usure s'installe, etc. Donc voilà, il y a péril sur nos barrages, aussi bien sur la sécurité que sur la production, tout ça parce que l'Union européenne veut nous imposer une mise en concurrence qui n'a pas lieu d'être. Merci Joffrey, donc le Frexit c'est aussi la reprise en main de barrages.

C'est l'idéologie, qu'une autre idéologie imaginée, 700 000 euros par jour d'amende. C'est quand même un système complètement fou et scandaleux. Alors justement, on parlait de la destruction d'EDF, Jacques -Éric, EDF qui a été nationalisée après guerre, et a été sciemment détruite. Pendant des années, EDF était le premier électricien mondial. Tu veux nous en parler ?

Oui, justement, je voulais juste faire une apartée de ce que vient de dire Joffrey. C'est quand on ferme des tout petits barrages, ça profite à qui ? Ça profite aux traders, pourquoi ? Parce que l'ajustement que je vous parlais qui était hier de 5 % aujourd'hui de 30%, ça va augmenter 35%. Donc les traders ont intérêt à ce que le marché fluctue encore plus. Donc l'hiver, on y a recherché non plus 13 % de creusement, mais 20 -30 % sur le marché, et donc ça coûte beaucoup plus cher. Alors EDF, pourquoi est-il financièrement fragile ? Tout simplement, déjà par la loi européenne qui la contraint d'accepter tout le courant des énergies intermittentes, et surtout d'arrêter, surtout en été, qu'est-ce qui se passe ? Il y a un foisonnement, une surproduction d'énergie intermittente. Donc EDF est obligé d'arrêter ces centrales-là. On n'arrête pas une centrale, ils ont été obligés de mettre

des modulateurs. Les modulateurs, c'est réduire la production d'électricité des centrales nucléaires à 20%. Mais ça, ça coûte très cher aussi. Déjà là, il y a une entorse. Et c'est un manque à gagner d'EDF, c'est au moins 30 % de son cash flow. C'est quoi le cash flow ? C'est ce qui permet de financer les investissements à venir, que ce soit renouvellement, entretien ou avenir. Donc qu'est-ce qui va se passer là ? Le gouvernement nous dit, on va relancer le nucléaire. Certes, mais comme il n'y aura pas assez d'argent, parce qu'on a projeté RTE et NEDIS, on fait une projection pour appliquer le PPE. Alors le PPE, je ne sais pas si tu vas me dire un mot avant, c'est le plan pur annuel de l'énergie qui va nous obliger à augmenter nos énergies intermittentes. Mais ça, ce n'est pas possible de le faire matériellement, parce qu'on n'a pas les centrales pour écrire suffisamment l'hiver. Donc là, on a un problème devant nous. Donc je reviens sur EDF. On lui a amputé 30 % de son cash flow, plus la loi Nord. Donc à un moment donné, dans un an, dans deux ans, on va dire, EDF n'a pas assez d'argent. Donc on va ouvrir un capital. Et qui va rentrer ? Des grosses sociétés, notamment américaines. Alors il y a un exemple très simple, c'est la Française des Pétroles. La Française des Pétroles était une entreprise publique qui a été faite pour sécuriser nos approvisionnements énergétiques. Qu'est-ce qui s'est passé ? La Française des Pétroles est devenue ELF. ELF devait manger Total, ça a été l'inverse pour différentes raisons. Total, comme vous le savez, de marge de riz, qui était un grand, grand patron, est décédé dans un accident. Quatre ans après, BlackRock dépassait le seuil de 5 % dans le capital. Aujourd'hui, il est peut-être, on ne sait pas, 15, 20, 30%, plus avec les options. Alors oui, je suis un ancien banquier. Les options et les calls, c'est opaque et on ne sait pas du tout à quel moment on peut augmenter la participation dans une société. En faisant jouer les calls et les puts, je peux prendre, c'est ce qu'a fait Bernard Mando pour absorber les sociétés de ses concurrents. Il a fait jouer des options. C'est tout le marché des options. Ça, ça s'appelle la dérèglementation bancaire. Je ne vais pas vous en parler là parce que c'est complexe, mais c'est toute technique pour toujours mettre la main sur un actif de bien commun et donc de financiariser. Donc là, on va vous faire croire qu'il manque de l'argent. Oui, il manque de l'argent. On lui a coupé les ailes pour ne pas que EDF puisse investir. Donc EDF est fragilisé. Et certains ingénieurs de chez EDF m'ont dit personnellement, m'ont dit, je suis prêt à les dons, il y en a qui poussent à la roue, à l'intérieur d'EDF pour privatiser EDF et pour faire rentrer une société. Les Américains sont omniprésents, ce n'est pas un secret, omniprésents. Jacques Niard, qui était député maire de ma région, me disait, et tant qu'on n'aura pas mis les Américains dehors, ça va mal se passer pour nous. Voilà. Je ne sais pas si je me suis fait bien comprendre sur la fragilité d'EDF.

Non, non, c'est très clair. C'est très clair, un petit peu inquiétant, mais bien clair en tout cas. Il y a aussi un autre pays, il y a les Américains. Et puis il y a l'Allemagne qui a joué un rôle aussi pour détruire EDF en charge aux frais, si tu peux nous en dire un mot, et puis élargir un peu la géopolitique de l'énergie, parce qu'il y a une géopolitique de l'énergie, il faut bien le comprendre.

Oui, mais l'Allemagne qui n'a jamais cessé d'être notre adversaire et qui, par le biais des politiques européennes, a toujours fait en sorte, on l'a démontré avec quelques exemples, que les choix les plus néfastes à la France sont toujours faits. On l'a vu sur le mode du calcul du prix d'électricité, on l'a vu même sur des dispositifs tels que celui que j'ai dit, le AREN, qui a été poussé aussi par l'Allemagne. Et on le voit aujourd'hui dans la guerre que l'Allemagne nous mène au niveau européen contre le nucléaire, parce que bien entendu, le nucléaire, c'est la force de la France. C'est ce qui fait qu'avant que n'entrent en vigueur les règles du marché européen à l'électricité, notre pays avait encore un semblant de compétitivité. Nous avons certes perdu notre manœuvre nationale, donc on avait récupéré la marque allemande, un bon moyen de passer sous la coupe de l'Allemagne, mais il nous restait encore le nucléaire civil qui donnait à notre pays un véritable avantage compétitif, parce que ça nous permettait d'avoir une électricité relativement peu chère et surtout très abondante. La puissance du parc nucléaire français est absolument remarquable, à tel point que d'ailleurs l'année dernière, après un passage à vide, notre pays a battu son record d'exportation et d'électricité. Il n'y

a qu'une seule personne à remercier ici pour ça, qu'une seule génération à remercier pour ça, c'est celle qui a fait en sorte que la France, dans les années 70, se dote d'un parc nucléaire de 56 réacteurs. Donc ça, c'est le nucléaire, c'est la grosse force de la France au niveau européen. Et l'Allemagne, principalement parce que c'est la force de la France, au-delà de la considération idéologique sur les dangers du nucléaire, nous fait la guerre à ce terrain-là. Et donc elle nous oppose les énergies renouvelables, mais pas les bonnes énergies renouvelables comme l'hydraulique, vous l'avez vu, son hydraulique aussi bien l'Europe qu'on peut nous mettre la main dessus, non, les énergies renouvelables dégueulasses, l'éolienne, peu efficace, chère et moche, et le solaire. Vu le nombre d'ensoleillements qu'on a eus cette année en France, c'est vraiment un très très mauvais investissement, en tout cas peut-être pas pour les particuliers, mais ici on cherche de manière plus large. Et donc elle cherche à nous imposer ce modèle à base énergie renouvelable, modèle qui est catastrophique, puisque la manie elle-même ne parvient pas à trouver son équilibre là-dedans, et est obligée de maintenir en activité ces centrales à charbon qui polluent massivement et qui sont probablement directement responsables de centaines de milliers de maladies respiratoires en France et dans le reste du continent. Donc, mais tout ça illustre cette guerre que l'Allemagne nous fait, et en Allemagne nous fait la guerre, donc elle utilise intelligemment les règles européennes à son profit, donc pour valoriser son modèle basé sur les renouvelables, alors que son charbon est effroyable, et contre le nucléaire, donc c'est très longtemps bâti pour que le nucléaire ne soit pas intégré. Les financements verts de l'Europe et ça n'est toujours pas pleinement effectivement et par ailleurs quand elle le fait elle a aussi un intérêt très financier très industriel par exemple je pense que peu de gens le savent mais 65 % des éoliennes installées en France sont made in Germany donc elle crée des règles pour vous contraindre à faire des investissements qui vont en réalité faire tourner ces usines franchement c'est tellement brillant on n'a pas envie d'accabler l'Allemagne pour ça on a envie d'accabler de dirigeants pour leur naïveté voir leur complicité on sait qu'une partie de la classe politique est clairement vendue à l'Allemagne et qui au nom de l'amitié du couple encombrement qui n'existe que dans notre esprit s'assoit systématiquement sur nos intérêts nationaux donc là c'est quand même assez parlant que 65 % des éoliennes installées en France font fonctionner des usines allemandes et 45 % des éoliennes exploitées sont aussi exploitées en France sont exploitées par deux sociétés à capitaux allemands donc on voit que l'Allemagne a un intérêt idéologique, un intérêt politique contre la France mais également un intérêt tout simplement économique à imposer ce modèle contre nous. L'autre événement qui a vraiment marqué cette rivalité entre l'Aspect de la rivalité parce que nous on ne rétient pas à ces sacs des isolants mais cette hostilité de l'Allemagne à l'égard de la France c'est évidemment la fermeture de Fessenheim. Depuis que Fessenheim a été lancé en 1977 jusqu'à sa fermeture en 2020 l'Allemagne a jamais cessé d'exiger sa fermeture. Elle a tout fait pour que ça ne voit pas le jour. En 1970 on avait encore des dirigeants capables de défendre l'international et puis au moment de sa fermeture c'est évidemment réjoui et donc 2020 ça correspond à... c'était mon compte déjà qui a fait fermé Fessenheim. Voilà exactement et ça a été décidé sous Hollande et ça a été fait pour faire plaisir à l'Allemagne. Il n'y a pas d'autre raison à cela. On était, si vous souvenez, les années 2015-2020 dans une phase où aussi en France on était très anti nucléaire. Tout d'un coup il fallait réduire la part du nucléaire dans le mix énergétique français. On avait fait voter une loi pour réduire à 50 % la part du nucléaire et puis depuis en 2020 on a fait heureusement à voter une nouvelle norme avec la loi de la décarbonation du nucléaire qui a fait sauter ce seuil de 50 % pour ne pas contraindre le pays. Là quand vous voyez ce seuil, ça dépend entre les années 2015 et 2020, il n'est pas question pour moi d'applaudir Macron, il est plutôt question de dénoncer l'absence de vision qui fait qu'on n'est pas capable d'avoir une politique énergétique cohérente et conforme aux intérêts du pays. Évidemment, heureusement qu'on est revenu sur ce seuil de 50 % et que aujourd'hui, aujourd'hui, on semble sur une voie de relance nucléaire même si du fait des règles européennes on ne va pas pouvoir le faire avec la même efficacité qu'on leur est fait si les pays sont un pays tellement souverain et conscient de ses intérêts.

Il y a

toujours le tweet de Macron qui traîne sur son compte où il dit on va réduire massivement le nombre de centrales et le tweet inverse quatre ans plus tard. C'est quand même assez extraordinaire. J'ajouterai d'ailleurs que la Naf finance aussi des ONG, c'est son petit côté saoussien qui est sous couvert de défense du climat, de l'environnement, de ce que vous voulez. Je fais de la communication verte en France et en fait ça cache la République fédérale d'Allemagne. Ça avait été démontré par des articles des enquêtes de presse il y a un ou deux ans. De la même manière, je n'ai pas de hostilité contre l'Allemagne, je n'en veux pas. Ils défendent leur intérêt national. J'en veux à nos dirigeants français qui sont des traîtres. C'est à eux que j'en veux. Je te fais un petit mot. Je

peux rebondir sur ce que vient de dire Florian. C'est que l'Office Franco-Allemand pour la transition énergétique, en leur bureau, dans le ministère de la transition énergétique, dans les bureaux français, dans le ministère et l'Office Franco-Allemand pour la transition énergétique, c'est lui qui pond le règlement qui impose la probabilité d'accès au réseau et tous les règlements qui viennent appuyer les directives européennes. Et c'est à peu près, j'ai publié le dernier, en des dernières dates, c'est 2019-2020. C'est eux qui font les règles, les Allemands. D'ailleurs, quand on regarde tous les postes de l'Union européenne, de toutes les institutions, ils ont trusté quasiment toutes les postes. Donc ça ira, il n'y a pas que la Commission, il y a tous les autres postes parlementaires, etc. BCE, Banque centrale, il y a beaucoup de choses. Ce que je voulais toucher de l'autre, c'est cette corruption qui est grandissante, qui est affolante. Je vous conseille de regarder les deux sur YouTube, c'est -à-dire encore les deux interviews du président Machinaud, Hervé Machinaud, qui a fait cette centrale nucléaire en Chine. Il a interrogé un de ses confrères, qui est dans un autre groupe, pour lui dire « Arrêtez ce marché, on voit la catastrophe. » Il a dit « Non, moi je fais de l'argent, je vois qu'il m'a offert une porte de sortie, je fais beaucoup d'argent. » En fait, il y a 50 grosses sociétés qui font de l'argent, et ils ont intérêt à ce que le marché soit le plus spéculatif possible. Pour qu'il soit le plus spéculatif possible, il faut faire varier au maximum les débits, voire une pénurie d'énergie. Et puis, au contraire, un foissement d'énergie, comme ça se fait en été. Donc, il faut sortir de ce marché. Quand on étudie de près à près, j'ai fait l'expérience, parce que récemment, j'ai eu une augmentation de 22 % des deux derniers mois de novembre, décembre 2024 par rapport à 2023. J'ai appelé EDF, j'ai eu beaucoup d'honneur à les avoir, eux m'ont proposé de sortir. J'ai dit « Je vais voir Total Energy, Total Energy m'a fait la moitié du prix. » Et je dis « Mais comment vous faites ? » C'est très simple, le marché nucléaire, comme il est à terme, comme je connais exactement votre production EDF, donne 10 ans de production sur ce que j'ai consommé. Donc, ils s'avance qu'on vient acheter à terme. Donc, ils achètent à terme à EDF, et puis après, ils jouent sur le marché spot. Ils disent « Moi, je peux vous faire un plus beau truc -pui ? » Et puis, là, ça marche, parce que ça marche, c'est considérable. Un inspecteur des finances a pointé les traders, ils ont fait 41 milliards de bénéfices. Je crois que c'est en 2023, 2022, je ne sais plus quel inspecteur des finances qui a soulevé ça, et vite étouffé. C'est un vrai squandard, parce que ces bénéfices sont faits sur le nud d'EDF. Toujours pareil. Donc ça, il faut arrêter ça. Il faut vraiment sortir le plus rapidement possible de ce marché, qui est peut-être une marche pour sortir carrément de cette Union européenne qui est corrompue. Bon, je ne vais pas vous en parler, mais roulez ça d'ailleurs.

Bravo. Séculution, corruption, et oui. Et l'argent, parce qu'il paraît qu'on cherche de l'argent. 41 milliards, hein, qui sont pris, quand on dit à EDF, c'est à qui ? C'est à nous. C'est pas autre, avec quelqu'un d'autre. Un petit mot pour finir aussi, Geoffrey, c'est quoi un modèle sur le grain d'énergie ? Qu'est-ce que ça apporte ?

Oui, surtout, pour la France, ça signifierait quoi ? Avoir être tellement souverain de ce point énergétique. Alors on apportera toujours des matières fossiles, pétrole, gaz, ou extérieur, mais il s

'agit en sachant que le pétrole va plus en plus disparaître au profit de l'électricité, en tout cas pour ce qui est de la mobilité. Et donc pour la France, il s'agit de remiser pleinement sur le nucléaire. Donc je vous ai dit actuellement, dans notre mix énergétique d'électricité, le nucléaire représente 65%, on peut facilement le faire monter à 75 % voir 80%. Le reste, évidemment, maximiser l'hydraulique, et puis quelques centrales d'appoint, notamment parce que dans les territoires de Tremère, nous sommes obligés d'avoir des centrales soit au fioul, soit au gaz, ainsi qu'en Corse. Mais notre mix énergétique devrait être composé entre 75 % et 80 % par le nucléaire. Et ceux qui disent que oui, mais non, le nucléaire n'est pas pleinement souverain parce que l'uranium, on ne produit pas. Alors c'est vrai, sur notre sol, on ne produit pas de uranium, globalement on importe, mais sur ce point, il faut relativiser. Ce n'est pas la même dépendance que le gaz ou le pétrole, d'une part parce que nous, notre uranium, à part égal à peu près, il provient de plusieurs pays, donc il y a le Kazakhstan, le Zvezdistan, l'Australie, le Niger, un peu le Canada. Vous voyez, c'est des pays très différents, situés sur des continents différents. Ensuite, nous avons des stocks d'uranium, généralement quand on a des stocks de gaz ou de pétrole, ça tient à 90 jours. Nous, nos stocks d'uranium, d'uranium naturel déjà présent en France, ça nous permet d'assurer deux ans de consommation. Et par le recyclage, en réalité, on a entre 8 et 10 ans de consommation en stock d'uranium, donc entre l'uranium naturel et l'uranium recyclé, que l'on peut enrichir. Par ailleurs, la France, c'est des autres pays qui dépendent de la France, paradoxalement, c'est -à-dire que, certes, la métra première, on a plus bien vu les étrangers, vous avez dit qu'il y avait une diversité d'origine, on n'est pas dans une dépendance totale, qu'ensuite on a suffisamment de stocks. Et surtout, la France exporte, c'est pas paradoxal, c'est amusant, exporte autant d'uranium qu'elle en importe, puisqu'il se trouve que notre pays a une place absolument centrale dans l'enrichissement d'uranium, qui sert ensuite de combustible. au centre à l'église et donc on réexporte de l'uranium enrichi vers les états unis dans le royaume unis dans le pays d'europe ce qui fait que quand vous regardez les flux de vannes est amusant vous importez autant d'uranium que vous n'en exportez et donc voilà je pense que c'est important un peu de déligner là dessus je pense pas que l'argument de l'uranium de l'étranger alter cette idée que le nucléaire permet la souveraineté de la France bien entendu le nucléaire permet la souveraineté de la France et je pense qu'on vient d'en faire la démonstration et donc il est important que notre pays s'attue sur cette source d'énergie pour asseoir son indépendance et je vous l'ai dit permettre à son pays en maîtrisant ces règles c'est d'ordre d'où la centaine d'unions européennes d'avoir des prix peu chers pour les citoyens très compétitifs pour les entreprises moi j'imagine un avenir où la France a le nucléaire et sa monnaie je vous assure qu'on peut réindustrialiser en 10 ans dans tous les domaines

si on arrête l'éolien tout de suite on peut faire une société de récupération il y a des milliers de kilomètres de cap de cuir et le coût de la cuir coûte très très cher plus les onduleurs les matériels il y a un matériel fou à récupérer et donc ça peut occuper énormément d'emplois pendant une dizaine d'années voire vingt ans donc voilà aussi là immédiatement on peut le faire les ingénieurs sont prêts là dessus à faire une société de récupération qui a participé à une école tout simplement

Merci à vous deux, Jean -Pier C. Jopret évidemment cette vidéo sera mise en intégralité sur la chaîne YouTube Les Patriotes laquelle je vous invite à vous abonner si vous ne la connaissez pas encore c'est une chaîne secondaire mais il y a beaucoup de monde maintenant et on y met les vidéos des universités d'éducation populaire et ça circule bien et c'est important je crois qu'il y a quand même une perspective qui se dégage qu'on peut complètement très vite redevenir souverain en matière énergétique et donc payer beaucoup moins cher, chasser la corruption, reprendre ce bien commun et avoir une stratégie nationale de redéveloppement industriel de nouvelles filières et à côté de ça j'y ajoute évidemment le redressement de notre agriculture donc imaginez on a notre monnaie, nos paysans, nos ouvriers, nos ingénieurs, nos électriciens et on sera heureux, voilà on sera heureux, on peut être heureux on va y aller, on va revenir, on a tout retenu ça a été démontré encore

une fois aujourd'hui de manière très brillante merci à vous deux et dans la suite de cet après-midi Geoffrey et Jacques -Erik seront évidemment à votre disposition pour discuter sur ces sujets -là notamment

vous pouvez applaudir Storion parce que le déficit a des énergies ou pas

dérogation, je ne sais pas si elle court encore cette dérogation d'ailleurs ils n'ont eu qu'une dérogation de la commission européenne parce qu'ils sont une péninsule énergétique nous on n'aurait pas eu la dérogation par rapport au marché européen ils ont eu une dérogation mais temporaire voilà c'est ça, c'est temporaire, c'est une dérogation c'est la commission qui décide quand ça commence ou ça s'arrête pour moi ça s'appelle pas la souveraineté ça et en plus ils l'ont eu parce qu'ils sont une péninsule énergétique c'est là qu'ils sont reliés par la France en fait parce qu'ils sont géographiquement, alors que nous on est aux culpes entourés par beaucoup de pays donc en réalité nous on ne l'aurait même pas eu cette dérogation si on l'avait demandé et puis moi je ne veux pas d'un pays qui arrive voir ma maman ou je suis là pour lui demander une dérogation ça fonctionne pas comme ça voilà merci, je salue de nouveau nos amis qui sont dans l'autre salle parce que je les oublie pas, on se verra tous dans un instant bah écoutez j'enchaîne alors